

Assez d'atteintes aux droits et à la dignité des personnes dans les préfectures : Les pratiques et la loi doivent changer !

Vous trouverez ci-dessous un appel Ile de France.

Il est lancé par un très large regroupement d'associations et d'organisations syndicales, engagées dans la défense des droits des étrangers, qu'ils soient en situation régulière ou dans l'attente d'une régularisation de leur situation.

Les signataires dressent, au-delà des spécificités des différentes préfectures et lieux d'accueil, un constat largement partagé : files d'attente interminables, conditions d'accueil souvent déplorables, manque d'information sur des procédures complexes, refus de délivrance de formulaires administratifs au guichet, absence d'attestations de dépôts ou de récépissés, délais démesurés pour le traitement des dossiers, multiplication des titres précaires, décisions administratives qui ignorent trop souvent les situations humaines, décisions du juge administratif non prises en compte : la liste est longue des atteintes à la dignité des personnes et aux droits qui doivent être dénoncées !

Personne n'est épargné, qu'il s'agisse des étrangers en situation régulière, contraints à de multiples démarches pour le renouvellement de leur titre ou de ceux qui cherchent à faire régulariser leur situation et qui doivent revenir plusieurs fois et de plus en plus tôt pour espérer décrocher le dossier espéré, puis attendre encore plusieurs mois une réponse, trop souvent négative.

La très grande majorité des migrants, avec ou sans papiers, sont des travailleurs ou des futurs travailleurs et font partie du salariat. Les politiques de l'Etat, relayées par les préfectures et les directions du travail les transforment en victimes. Ils sont contraints de travailler « au noir » et utilisés, malgré eux, comme vecteurs de la déréglementation sociale, alors qu'il faudrait leur appliquer les engagements ministériels gagnés par la lutte des travailleurs sans papiers.

Ce sont aussi des citoyens européens, les roms de Bulgarie et de Roumanie, qui sont victimes de pratiques discriminatoires et de procédures extralégales (OQTF collectifs pré remplis, assortis de motifs sans rapport avec la situation réelle des personnes concernées, etc).

Enfin parmi ces signataires figurent des organisations qui syndiquent les salariés qui travaillent dans les préfectures et centre d'accueil des demandeurs d'asile, soumis à des conditions de travail pénibles et dont beaucoup vivent mal le sort réservé aux usagers qui s'adressent à eux.

Pour les organisations mobilisées, ces situations insupportables sont le résultat, non seulement de la réduction des moyens humains et matériels dans les services publics, mais aussi et surtout d'une logique politique qui tend à réduire l'immigration et considère la population étrangère comme une population de seconde zone qui n'aurait pas droit à un égal respect des droits et à une égale considération.

**Conférence de presse commune le lundi 5 décembre à 11 h
Au local du RESF - 8 impasse Crozatier 75012 Paris**

Distribution d'un dossier de presse détaillé sur les situations évoquées, analyses et témoignages, informations sur les actions organisées dans les différents départements.

Contacts :

Jean Michel Delarbre (Resf-Ldh) :	06 89 30 86 15
David Hedrich (Dom'Asile) :	06 69 43 17 21
Agathe Marin (Cimade) :	06 42 15 77 14



***Assez d'atteintes aux droits
et à la dignité des personnes
dans les préfectures !***



Les organisations suivantes, confrontées quotidiennement aux conditions d'accueil et de traitement des dossiers réservées aux étrangers par les différentes préfectures d'Ile de France, se sont réunies le 3 novembre 2011.

Elles ont fait le constat que, malgré quelques différences de pratiques constatées d'un département à l'autre, les étrangers sont traités partout de la même façon : conditions d'accueil déplorables, refus d'accès et de délivrance de dossier, délais interminables de traitement, absence d'interlocuteurs pour les associations, examens et réponses faits au mépris des droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à la vie privée et familiale, du droit au travail, du droit aux soins, du droit à l'éducation ou de l'accès à la procédure d'asile.

Elles sont convaincues que ce manque de considération pour les personnes reçues autant que pour les personnels chargés de l'accueil, relève d'une politique délibérée que l'insuffisance des moyens matériels et humains ne peut suffire à expliquer.

Dans le cadre d'une législation de plus en plus restrictive et répressive, elle vise à limiter les possibilités d'accès au séjour, voire à déstabiliser la population étrangère, qu'elle soit en situation régulière ou privée du droit au séjour.

Les étrangers sont aujourd'hui les premières victimes, mais comme souvent, la manière dont on les traite est révélatrice des méthodes qui sont déjà appliquées à d'autres ou le seront demain, qu'il s'agisse d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne comme les Roms de Roumanie et Bulgarie, de l'ensemble des populations précaires ou des simples citoyens.

Ce scandale doit cesser. Les services de l'Etat doivent être les garants de l'égalité entre les usagers, du respect et de l'universalité des droits fondamentaux. La loi et les pratiques doivent changer !

Les associations et collectifs signataires appellent tous ceux que révoltent ces conditions indignes d'accueil et de traitement à réagir, selon des formes à déterminer dans chaque département.



**Pour que les pratiques et la loi changent,
Rassemblements devant les préfectures d'Ile de France
du 5 au 9 décembre 2011**



Conférence de presse le lundi 5 décembre à 11 h

Au local de RESF
EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris

☐ Les rassemblements prévus :

- 75 : rassemblement le mercredi 7 décembre à 8h00 devant l'annexe de la préfecture de police située Bd Ney réservée aux demandeurs d'asile (M° Porte de Clignancourt)
- 77 : rassemblement le 8 décembre de 7 h à 9 h devant la préfecture de Melun
- 78 : rassemblement le 7 décembre de 7 h à 9 h devant les files de la préfecture de Versailles
- 91 : rassemblement le 8 décembre de 6 h à 9 h devant la préfecture d'Evry
- 92 : rassemblement (et aubade au préfet !) le 7 décembre de 7 h à 9 h devant la sous-préfecture d'Antony et le 8 décembre devant la préfecture de Nanterre (même heure)
- 93 : rassemblement le 7 décembre de 6 h 30 à 9 h devant la préfecture de Bobigny (M° Pablo Picasso), rejoint par les travailleurs sans papiers, à l'appel de la CGT 93.
- 94 : rassemblement le 7 décembre à 16 h devant la préfecture de Créteil, rejoint par les travailleurs sans papiers, à l'appel de la CGT 94.

☐ Les signataires :

A l'appel de (associations et syndicats) : [au 2.12 en rouge pour les actualisations récentes]

Ile de France :

Act Up Paris – AIDES - Amoureux au Ban Public – Appui Rwanda - ARDHIS - Centre Anacaona des Droits humains et des Libertés des Haïtiens – CFDT – **CGT** - CGT Educ'ation – **Chrétiens & Sida** - CIMADE – Collectif des musulmans de France – COMEDE – Dom'Asile – FASTI – **FCPE** - Femmes Egalité – FERC CGT - France Terre d'Asile - FSU - GISTI – LDH – MRAP – Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers - PAFHA – RESF – Romeurope - SAF – Sud Intérieur - Union syndicale Solidaires - ...

Départements :

ATTAC **78**, 91 et 92 - Association de Solidarité en Essonne aux Familles Roumaines, Roms /réseau Romeurope - Association de soutien aux étrangers du Val de Marne – ASTI 92 et 93 - ASTI les Ulis – ASTI du Mantois et de Sartrouville - Cercles de silence de Mantes, de Sartrouville et de Versailles - Collectif anti-racisme 91 - Collectif anti-raciste de Saint-Denis (93) - Collectif de SP de Livry-Gargan (93) - **Collectif des Sans Papiers et Collectif de soutien aux sans papiers Etampes Collectif des Sans Papiers des Yvelines Sud (« Centre 8 »)** - **Collectif des Sans-Papiers des Mureaux** – Collectif des Sans Papiers 75 - **Comité de Soutien aux 4 familles menacées d'expulsion au Chesnay** - Comité de vigilance d'Aubervilliers (93) – Collectif d'Ivry contre le racisme (94) - Collectif Etrangers Français en Yvelines – Coordination 93 de lutte des SP - DAL 78 - Ensemble, Vivre, Travailler, Coopérer (93) – Fontenay Diversité (94) - La Vie Nouvelle Vallée de la Bièvre (92) - Maison du Monde d'Evry - Observatoire citoyen du CRA de Palaiseau - Plate-forme 93 de soutien aux Roms occupant des terrains - Rassemblement à Gauche Bures les Ulis Orsay - Romyvelines - RUSF IUT de Sceaux et Orsay - SNCS (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques) Orsay - SNESup Orsay et Paris XIII - Sud Education (Académie de Créteil) – Turbulences Marne la Vallée (77) - Union des Associations des Ulis - ...

Avec le soutien de

Organisations politiques :

En Ile de France : Europe Ecologie Les Verts - FASE – Les Alternatifs - NPA – **Parti Socialiste** - PCF - Parti de Gauche –

Et dans les départements : **Comité du Mouvement de la Paix de Trappes et environs, Démocratie et Solidarité à Villepreux, EELV 78, Ensemble à gauche au Chesnay, la FASE, Décil (Démocratie et Citoyenneté locale à Mantes), la Gauche Unitaire des Yvelines, Les Clayes pour une Ville Solidaire - MJCF 78 - PCOF 91 - UEC 78 - UFAL 78.**

Les personnalités politiques :

Nadia Azzoug, Conseillère régionale
Gabriel Amard, Président de la communauté d'Agglomération des Lacs de l'Essonne
Aline Archimbault, sénatrice de Seine-Saint-Denis
Eliane Assassi, Sénatrice de Seine-Saint-Denis,
Claude Bartolone, Président du Conseil général de Seine Saint-Denis
Bénédicte BAURET, Maire-adjointe de Mantes-la-Ville
Esther Benbassa, Sénatrice du Val-de-Marne
Daniel Bernard, Adjoint au maire de Bagnolet
Martine Billard, Député de Paris
Nicole BOCK, Maire-Adjointe à Limay
Mireille BOURBON PEREZ, Maire adjoint Carrières sous Poissy
Jean Pierre Brard, Député de Seine-Saint-Denis
Tristan BRAMS, maire adjoint Limay
Hervé Bramy, Vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis
Patrick Braouezec, Député de Seine-Saint-Denis
Marie-George Buffet, Députée de Seine-Saint-Denis
Claire-Lise Campion, Sénatrice de l'Essonne
Philippe Camo, Conseiller régional
Laurence Cohen, Sénatrice du Val de Marne
Eric Coquerel, Conseiller régional
Alexis Corbière, Conseiller de Paris
Ayat Dhalifa, Adjointe à la Maire de St Ouen
François Delapierre, Conseiller régional
Philippe ESNOL, Sénateur, maire de Conflans-Sainte-Honorine
Benoit FERRE : Maire adjoint de Guyancourt,
Audrey Galland, Conseillère régionale
Jérôme Guedj, Président du Conseil général de l'Essonne
Jean Michel GOURDON, Conseiller Général
Elisabeth Guigou, ancien Garde des Sceaux, Députée de Seine-Saint-Denis
Didier FISHER: Conseiller Régional
Djeneba Keita, Conseillère régionale
Nabila KERAMANE : Conseillère Régionale
Hella Kribi-Romdhane Conseillère régionale
Pascale Le Néouannic, Conseillère régionale
Marie-Hélène LOPEZ-JOLIVET, maire de Vernouillet
Patrick LEFOULON, Maire Adjoint Mantes la Ville
Bruno Le Roux, Député de Seine-Saint-Denis
Brigitte LOUBRY, adjoint au maire de Vernouillet en charge des solidarités
Frédéric Molossi, Conseiller général de Seine Saint-Denis
Hervé MICLOT : Maire Adjoint de Maurepas
Jean-Charles Nègre, Vice-président du Conseil général de Seine Saint-Denis
Clément Ortega Pelletier, Conseiller régional
Jacqueline PENEZ, Conseillère Municipale de Chatou, ancienne Conseillère Régionale
Catherine Peyge, maire de Bobigny
Jacques Picard, Conseiller régional
Anny POURSINOFF, Députée
Juliette Prados, Conseillère municipale de Montreuil
Jo Rossignol, Maire de Limeil Brévannes et Vice Président du Conseil général du Val de Marne
Pascal Savoldelli, Vice-président du Conseil général du Val de Marne
Danielle Simonnet, Conseillère de Paris, élue du 20^{ème}
Catherine TASCA, Sénatrice, ancien ministre
Michèle VITRAC, Conseillère Régionale
Dominique Voynet, Maire de Montreuil
Ismaila WANE : Conseil Général
Bozena Wojciechowski Maire Adjointe d'Ivry
...